

# En Ethiopie, l'instabilité menace la croissance

**Des sociétés étrangères, cible des violences, ont décidé de quitter ce pays d'Afrique de l'Est**

 Le " tigre " de l'Afrique. L'une des économies les plus dynamiques du continent. Avec une croissance de quelque 10 % au cours de la dernière décennie, l'Ethiopie a pris l'habitude de collectionner les qualificatifs flatteurs. Mais le mouvement de contestation qui sévit ces derniers temps met à mal sa réputation de stabilité. Et sème le doute sur la pérennité de son " boom " économique, déjà fragilisé par une grave sécheresse.

Dimanche 9 octobre, le gouvernement éthiopien a déclaré l'état d'urgence pour six mois. L'annonce a clos une semaine d'émeutes d'une rare intensité, après les violences qui ont fait plus de 50 morts le 2 octobre, lors d'un festival religieux dans la région Oromo. Plusieurs usines, complexes touristiques et fermes horticoles ont été prises pour cible et saccagées par des manifestants : des entreprises locales mais aussi étrangères, comme l'exploitation fruitière néerlandaise AfricaJuice ou encore la fabrique textile turque Saygin Dima.

De tels incidents visant des intérêts étrangers s'étaient déjà produits fin août. La foule s'était attaquée à une poignée d'exploitations aux environs de Bahir Dar, la capitale de la région Amhara. Parmi elles, la ferme horticole néerlandaise Esmeralda, littéralement " *partie en fumée* ", selon le communiqué publié quelques jours plus tard par la compagnie. Celle-ci annonçait son retrait définitif d'Ethiopie. " *C'était le pays le plus paisible d'Afrique* ", concluait-elle, comme un sinistre présage.

Les investisseurs pourraient-ils tourner le dos à l'Ethiopie ? Il s'agirait de la pire des nouvelles pour un régime qui n'a cessé de promouvoir le développement économique du pays en vantant sa stabilité, au cœur d'une Corne de l'Afrique minée par les conflits. Ce gouvernement autoritaire a mis en place une politique d'industrialisation très dirigiste. Avec un certain succès.

" La nouvelle Chine "

Les investissements directs étrangers sont passés de quelque 100 millions de dollars (89 millions d'euros) en 2008 à près de 2,2 milliards de dollars en 2015, selon la Banque mondiale. La Chine se taille la part du lion. Mais des groupes turcs, indiens et désormais occidentaux s'intéressent de plus en plus à une économie qui compte un secteur textile en plein essor. Le groupe

suédois d'habillement H&M y a relocalisé, en 2014, une partie de sa production.

*" Les investisseurs internationaux cherchent la nouvelle Chine et l'Ethiopie a beaucoup d'atouts à faire valoir ", s'enthousiasme Zemedeneh Negatu, représentant d'Ernst & Young pour l'Afrique de l'Est. Cet Ethiopien élevé aux Etats-Unis cite la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante et très bon marché, mais aussi le développement des infrastructures et le bas coût de l'électricité.*

De fait, Addis-Abeba s'est lancé depuis dix ans dans une série de mégaprojets. Le plus pharaonique, le barrage de la Renaissance, plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, est censé s'achever fin 2017. Le pays investit aussi à marche forcée dans les transports. Il a inauguré le 5 octobre une ligne ferroviaire reliant la capitale au port de Djibouti. Financée et construite par la Chine, celle-ci doit faciliter la circulation des marchandises fabriquées en Ethiopie et leur accès à la mer.

*" Les investisseurs prennent en compte tous ces facteurs et regardent à long terme ", assure M. Negatu, pour qui les récents troubles ne devraient pas briser la dynamique. Pourtant, s'implanter en Ethiopie n'est pas toujours un chemin de roses. Le pays est 146e sur 189 du classement " Doing Business ", sur le climat des affaires, de la Banque mondiale. La lourdeur des procédures administratives, le faible accès au crédit, l'insuffisante qualification de la main-d'œuvre sont autant de handicaps à sa compétitivité.*

La confiance de M. Negatu n'est d'ailleurs pas partagée par tout le monde. *" Le pays est à un moment charnière ", estime ainsi Toni Weis, spécialiste de l'Ethiopie et chercheur associé à l'université d'Oxford. Le mouvement de contestation antigouvernementale est le plus important depuis la chute de la dictature communiste de Mengistu en 1991. Ses fers de lance sont les communautés oromo et amhara. Majoritaires dans le pays, elles s'estiment marginalisées par le gouvernement. Le régime est accusé de museler l'opposition et de confisquer des terres – au profit parfois de compagnies étrangères. " Les investisseurs chinois ou turcs – les plus nombreux en Ethiopie – ne sont pas effarouchés par un peu d'instabilité politique, souligne M. Weis. Mais si le calme ne revient pas, alors la croissance sera vraiment menacée. "*

**Marie de Vergès**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**  
**L'Eurogroupe pourrait débloquer...**

**article suivant** ▶  
**8,6 millions**